



Education Les élèves de 1^{re} à l'heure du choix

LES LYCÉENS EN 1^{re} vont devoir choisir en février quelle spécialité ils vont abandonner, parmi les trois qu'ils ont choisies en fin de seconde, en raison de la réforme du baccalauréat 2021. Un choix difficile, d'autant que le flou demeure sur les attentes de l'enseignement supérieur, avec le ris-

que, à 16 ans, de se fermer définitivement des portes.

Du côté des classes préparatoires aux grandes écoles, le discours est clair: impossible d'y prétendre sans avoir suivi un enseignement de maths – ce qui est le cas de 70 % des élèves de 1^{re} –, alors que le niveau a été revu à la

hausse. *« Il y a le discours politiquement correct du gouvernement, qui laisse penser que tout est ouvert aux lycéens, assure un enseignant, et il y a la réalité »*: les mieux classés dans leur spécialité seront les premiers à être admis dans la filière de leur choix.

PAGES 8-9



FRANCE

Les lycéens à l'heure du choix

En février, les élèves de première doivent choisir les deux spécialités qu'ils garderont en terminale. Sans connaître exactement les attentes de l'enseignement supérieur

Choisir, est-ce nécessairement renoncer ? La question, digne d'un sujet de philosophie au baccalauréat, prend cette année une autre saveur pour les lycéens de 1^{re} qui étreignent la réforme du lycée. En septembre 2019, ils ont dû opter pour trois enseignements de spécialité, à accoler à un « tronc commun » – en lieu et place des anciennes séries générales S, ES et L, supprimées. C'est une nouvelle décision qui les attend : quelle matière abandonner, alors qu'ils ne doivent conserver que deux spécialités sur trois en terminale ? Un choix à arrêter d'ici aux conseils de classe de février.

« On nous répète : faites-vous plaisir, mais il faut surtout que notre décision ait un sens », relève Virgile. Ce lycéen en 1^{re} à Paris a déjà rempli une « feuille de première intention », où il a classé par ordre de préférence ses spécialités : mathématiques, histoire-géographie géopolitique, physique-chimie. Il est bien conscient qu'abandonner cette dernière matière, dans laquelle il a rencontré des difficultés en début d'année, remet « potentiellement » en cause son projet professionnel : travailler dans l'aéronautique. Alors il « hésite encore ». « J'y verrais plus clair si les formations de l'enseignement supérieur nous disaient précisément leurs attentes, souffle-t-il. Sur les prérequis, les profs n'en savent pas beaucoup plus que nous. »

« Il y a beaucoup de flou dans ce qu'on entend », témoigne aussi Karim, en 1^{re} à Marseille. En optant pour la tripléte maths, physique-chimie et SVT – comme un quart de ses camarades –, ce bon élève a su recons-

tituer l'ancienne filière S. « J'ai cherché le plus raisonnable et le plus logique pour devenir médecin cardiologue », argumente-t-il. L'adolescent raconte aimer les maths, et s'en sortir « plus qu'honorablement avec 16/20 de moyenne ». Et pourtant, c'est la spécialité qu'il envisage d'abandonner. « Ma décision est corrélée à mon projet d'orientation, ce n'est pas vraiment un choix », dit-il. Les lycéens qui ont opté pour « l'ouverture des spécialités », autrement dit le « choix de cœur », ont à ses yeux pris des « risques pour leur futur ». « On se projette comment en terminale quand on se retrouve avec littérature et SVT ? », s'interroge Karim.

Dans la bouche des lycéens reviennent les mêmes préoccupations : comment ne pas se fermer des portes pour l'après ? Quelle stratégie adopter pour mettre toutes les chances de son côté ? Officiellement, aucun choix de spécialité ne saurait être réhibitoire, martèle-t-on au ministère de l'éducation. C'est l'engagement pris par l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur public qui ont signé, en janvier 2019, une charte promettant la « non-hiérarchisation des enseignements de spécialité ». Dans la pratique, depuis plusieurs mois, chaque filière détaille progressivement ses « attendus », et assume plus ou moins facilement le « pas de côté ».

Les maths incontournables pour les prépas

Du côté des classes préparatoires aux grandes écoles, le discours est clair : impossible d'y prétendre sans avoir suivi un enseigne-



ment de mathématiques. Que ce soit à haute dose (en « spécialité ») pour les prépas scientifiques, ou au moins en option (les « mathématiques complémentaires » suivies en terminale), du côté des prépas commerciales, la discipline constitue bien un prérequis. « *Le discours de liberté n'est pas adapté à toutes les formations, s'explique Mickaël Prost, à la tête de l'Union des prépas scientifiques. Pour un jeune qui veut faire des sciences, il faut absolument avoir un bagage qui implique d'avoir suivi au lycée des spécialités scientifiques.* »

Dans l'univers des prépas commerciales, on prend aussi ses distances avec le discours d'ouverture. « *Mais, à part le prérequis des mathématiques, tout reste ouvert* », se défend Alain Joyeux, de l'Association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales (Aphec). Comme son homologe des classes scientifiques, il tient à préserver un « *vivier de candidats* » le plus large possible. Et s'inquiète déjà de sa possible diminution : depuis trois mois, les lycéens qui ont opté pour la spécialité maths – soit presque 70 % des élèves de 1^{re} – ne cachent pas leur découragement face à un niveau revu à la hausse. Vont-ils l'abandonner ? Certains enseignants craignent que ce puisse être le cas d'une « *bonne moitié* » d'entre eux.

A l'université, où, deux ans après la réforme Parcoursup, la sélection n'est officiellement pas de mise, personne n'est dupe : le classement des candidats à l'entrée en licence tiendra compte, dans de nombreux cas, des spécialités choisies par les lycéens. Classement qui peut aboutir à une sélection lorsque le nombre de places est inférieur à celui des candidatures.

« Le plus important, ce sont les résultats »

« *Il y a le discours politiquement correct du gouvernement, qui laisse penser que tout est ouvert aux lycéens, et il y a la réalité, estime un responsable universitaire. Les commissions de recrutement en maths, en sciences de la vie, en histoire... favoriseront forcément les bacheliers qui ont suivi leur discipline au lycée.* » Ce que confirme la vice-présidente de la Conférence des présidents d'université, Christine Gangloff : « *Il est clair que, dans les filières en tension, les premiers classés, ce sont ceux qui ont le plus de chances de réussir, par rapport aux attendus.* » Un travail en cours au niveau national pour préciser ces « attendus » des licences. « *Mais, de toute fa-*

çon, les universités s'adapteront, elles seront attentives à rester ouvertes », fait-elle valoir.

Restent les filières comme le droit, la psychologie ou encore les sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) qui n'existent pas au lycée. « *Choisissez ce que vous voulez comme spécialité, vous ne pouvez pas faire d'erreur* », martèle Didier Delignières, à la tête de la Conférence des doyens de Staps. En droit, les licences vont continuer à regarder « *tout ce qui traduit une bonne expression écrite* », dit le président de l'université Paris-II-Assas, Guillaume Leyte, citant le français, la philosophie, l'histoire-géographie, etc. « *Le plus important, ce sont les résultats, reprend Didier Delignières. C'est ça qui compte, donc il faut prendre ce dans quoi on pense se réaliser le mieux.* »

Sur le terrain, ces réponses ne suffisent pas toujours à dissiper tous les doutes. « *Les familles et les élèves naviguent à l'aveugle, explique Corine Tissier, psychologue de l'éducation nationale, puisque les établissements du supérieur n'ont pas le droit d'afficher précisément les spécialités de lycée qu'ils veulent.* » Pour cette professionnelle, représentante du SNES-FSU, « *cela renforce forcément les inégalités entre ceux qui peuvent accéder à l'information pour faire leur choix stratégique, et les autres.* »

Thomas, lycéen à Marseille, essaie de tenir une « *ligne d'équilibre* ». Il envisage de conserver en terminale la matière qu'il « *adore* », l'histoire-géographie géopolitique, et les sciences économiques et sociales, qui lui semblent les plus nécessaires à son futur – il se rêve magistrat. Exit les maths : « *Abandonner cette matière, c'est m'assurer une bonne note en fin d'année de 1^{re} lors de l'épreuve écrite anticipée [la matière abandonnée est évaluée pour le bac en 1^{re}], sur Parcoursup, ça valorisera mon dossier* », croit savoir le jeune homme, qui espère « *la stratégie payante* ». Cet abandon de la spécialité maths a ceci de tentant qu'un « *filet de sécurité* » est prévu : en terminale, une option mathématiques complémentaires doit ouvrir, permettant de ne pas arrêter totalement la discipline.

« *Quelle que soit la spécialité que j'abandonne, je devrais pouvoir obtenir le BTS audiovisuel que je vise* », espère pour sa part Pablo, optimiste. Ce lycéen à Paris a lui aussi fait le choix de « *lâcher les maths* » pour conserver les spécialités sciences du numé-



rique et histoire-géographie géopolitique. Il a été « rassuré » par le site du ministère, Horizons 21, sur lequel un simulateur permet de tester les « combinaisons » par rapport aux « univers formation ». Il n'empêche, d'autres lycéens n'échapperont pas à des choix difficiles, quand ils ont encore plusieurs projets d'orientation en tête. Quid de ceux qui hésitent entre médecine – où la filière de première année (en cours de refonte) appellerait plutôt à garder la physique-chimie et la biologie – et les écoles d'ingénieurs, où le choix des maths s'impose ? Et que dire de ces jeunes qui peinent encore à formaliser leur projet ? « Beaucoup ne savent pas du tout ce qu'ils veulent faire, voire ce qu'ils aiment », souligne Christine Guimonnet, porte-parole de l'Association des professeurs d'histoire-géographie.

Des profils « plus hétérogènes »

Quelle que soit la filière, les acteurs du supérieur se préparent déjà à accueillir des profils de bacheliers « plus hétérogènes », avec des remises à niveau jugées nécessaires. Qu'il s'agisse de systèmes de « majeures/mineures », de parcours renforcés, ou d'un accompagnement en prépa, chacun prévoit, à sa manière, de rattraper les lacunes. « Le supérieur va s'adapter, défend Edouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire. Si cela est nécessaire, des remises à niveau seront proposées, mais il ne faut pas raisonner en termes de rattrapage ou de retard : grâce aux deux spécialités suivies en terminale, tous les lycéens vont être formés différemment, avec une expertise plus forte dans ces disciplines. »

« On a un système suffisamment souple pour récupérer ceux qui se seront trompés de spécialités », avance François Germinet, de l'université de Cergy. Même s'il reconnaît dans le même temps qu'il vaut toujours mieux un choix cohérent. Et de rappeler : « Le bac n'est pas une remise à niveau des compteurs. » ■

MATTEA BATTAGLIA
ET CAMILLE STROMBONI

Des aménagements dans la réforme

Dans une lettre adressée au comité de suivi de la réforme le 6 janvier, Jean-Michel Blanquer annonce différents aménagements. Le ministre de l'éducation nationale répond notamment aux inquiétudes concernant la spécialité mathématiques. Il prône « la constitution de groupes de compétences » pour accompagner les élèves. Il souhaite aussi que l'option « maths complémentaires » soit accessible en terminale à tous ceux qui abandonnent la spécialité maths après la première. La spécialité anglais sera, elle, divisée entre un programme littéraire et un autre « appliqué ».

**À L'UNIVERSITÉ,
PERSONNE N'EST DUPE :
LE CLASSEMENT DES
CANDIDATS À L'ENTRÉE
EN LICENCE TIENDRA
COMPTE DES
SPÉCIALITÉS
CHOISIES AU LYCÉE**

